



NÎMES
Le cèdre replanté

Un cèdre du Liban octogénaire a quitté, mercredi, son carrefour de la route d'Avignon pour rejoindre, sur un porte-char, le centre de loisirs municipal du mas de Boulbon, loin du centre-ville de Nîmes. Le conifère était sur le tracé de la future ligne T2.

MONTAUBAN
Brigitte Barèges réagit

Condamnée mardi à cinq ans d'inéligibilité dans une affaire de détournement de fonds publics, la maire de Montauban Brigitte Barèges a dénoncé mercredi « un piège politique » et « espère beaucoup dans le recours en appel ».



NARBONNE
BFM aux Grands Buffets

Les Grands Buffets sont fermés au public mais l'activité en coulisses n'a jamais cessé. La chaîne d'actualité BFM présentera ainsi ce jeudi plusieurs reportages pour montrer comment le restaurant narbonnais vit la crise et se prépare pour la réouverture.

Crèches : la grande souffrance du monde de la petite enfance

DOSSIER

Quotas d'enfants sans cesse augmentés, travail à la chaîne, manque de reconnaissance et de moyens, pathologies articulaires lourdes : les employées de crèches souffrent dans l'ombre.

Richard Gougis
rgougis@midilibre.com

Elles sont descendues dans la rue il y a quelques jours. En petits groupes, à peine audibles. Leur combat du jour : la loi Asap qui risque encore d'alourdir les quotas d'enfants et les conditions de travail en crèches (lire ci-dessous). Mais le mal est plus profond et trahit des années de maltraitance d'une profession terriblement marquée dans son moral et dans sa chair. Épaules broyées, dos en miettes, genoux cassés à force de s'asseoir sur des chaises lilliputiennes à auteur des enfants. Quand les cadences infernales vous imposent de porter quotidiennement des bambins de 5 à 14 kg sans tenir compte de l'ergonomie, la note est salée. Et fait fondre en larmes les plus belles vocations. Auxiliaire puéricultrice depuis plus de vingt ans dans le Gard puis l'Hérault, Claire raconte ce « nœud au ventre avant de partir en me demandant comment ils vont être aujourd'hui ». Elle parle de ses vertèbres usées qui la tourmentent et, pire, « de ce dégoût de soi-même quand on en arrive

à détester un métier qui vous faisait rêver ».

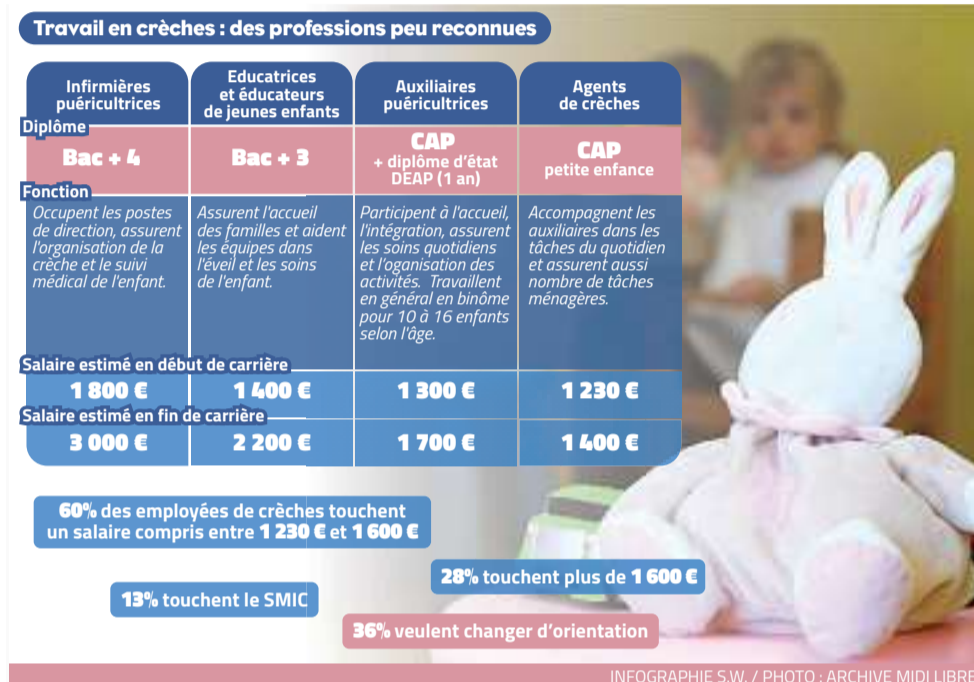
Le collectif Pas de bébés à la consigne dénonce cette maltraitance des pros sur fond de course à la rentabilité. « Les enfants sont de plus en plus durs, constate Élodie, agent (CAP petite enfance) dans une crèche municipale de l'Hérault. Deux pros pour 16 enfants de 2 ans contre 12 enfants avant, ça fait garder. C'est dur de mettre des choses en place. On aimerait prendre plus de temps avec eux mais tout se fait à la chaîne, repas, changes... »

Course à la rentabilité

Avec, toujours, ce sentiment latent de culpabilité lorsqu'on laisse une collègue seule avec quinze enfants pour s'occuper

Covid : en première ligne également

DOUTE Selon une étude de Santé publique France menée en Seine-Saint-Denis durant le premier confinement, les jeunes enfants ne participent pas à diffuser le virus. Cette théorie a parfois été remise en question depuis et ne rassure pas totalement le personnel de crèche qui vit quotidiennement au contact d'enfants ne connaissant pas les gestes barrière et souvent atteints d'affections respiratoires. « Le problème, c'est qu'on ne teste pas ou très peu les enfants, regrette Cyrille Godfroy, du SNPPE. Ce qui m'interpelle, c'est qu'on a plus d'enfants malades cet hiver alors que dans la population, ça a baissé. »



d'un autre. La bascule a eu lieu en 2014 avec la réforme de la Prestation de service unique (PSU), versée par les CAF pour financer les crèches. En étant calculée à l'heure et non plus à la journée, elle a incité les éta-

blissements à remplacer quasi systématiquement tout enfant absent pour tourner à bloc. Entre acteurs privés qui cherchent la rentabilité et des collectivités en quête d'équilibre, le monde des bisounours n'existe plus. « Normalement, nous devrions être une adulte pour cinq enfants qui marchent et une pour trois bébés, comme dans d'autres pays européens. En France, c'est comme si l'enfant de 0 à 3 ans n'existait pas car, quelque part, l'État nous pousse à leur faire du mal », déplore une directrice.

Vague de démissions

« J'ai mal au dos, on m'a diagnostiqué un début de her-

nie discale après huit ans de métier et pour 1 300 € par mois, poursuit Élodie. Je tiens mais ça se fait sentir. » Beaucoup avouent encore « tenir grâce aux sourires et aux câlins des enfants ». Mais comment se projeter sur une telle activité jusqu'à plus de 60 ans, 68 pour celles qui ont commencé le plus tard ? Les démissions se succèdent et le turnover incessant tend un peu plus les organisations dans un cercle vicieux. L'article 9 de la Charte nationale pour l'accueil du jeune enfant est pourtant très clair : « Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. »

QUESTIONS À

Cyrille Godfroy
Président du SNPPE

« Revaloriser nos métiers »

La création du Syndicat national des professions de la petite enfance, en 2020, comble un vide ?

Oui car les grandes centrales syndicales connaissent mal la problématique de nos métiers. Et après un premier discours "Covid" où il a nommé les crèches comme indispensables, le Président Macron nous a oubliés. Ça a été un déclin.

Quelle est votre priorité ?

Se battre sur les salaires. Nos métiers sont dévalorisés. En tant qu'éducateur, j'ai commencé au smic et nous sommes une catégorie A moins bien payée que celle des personnels administratifs ou techniques. De même, les auxiliaires puéricultrices en milieu hospitalier viennent d'obtenir de passer en catégorie B. Il n'est pas pensable que celles qui travaillent en crèches de fonction publique n'aient pas le même traitement.

Comment prévenir les problèmes physiques ?

D'abord en embauchant plutôt qu'en augmentant le nombre d'enfants par salariés. Ensuite, en investissant dans du mobilier adapté, qui existe mais ça demande plus d'espace. Or l'espace est lui aussi en train d'être réduit. Il faut repenser l'enfant en termes de soin, de bienveillance et pas de travail à la chaîne.

Recueilli par R. G.

EN BREF

RÉFORME

Cette loi Asap qui les inquiète

Publiée au Journal officiel le 8 décembre dernier, la loi Asap (accélération et simplification de la vie publique) va modifier certaines règles d'accueil des enfants par le biais d'une ordonnance. Il y est question de réduire le nombre de mètres carrés en crèches par enfant : 5,5 m² en zone de grande densité de population et 7 m² ailleurs, contre près de 10 m² actuellement. Le quota passera aussi à 6 enfants en moyenne pour un professionnel contre 5 bébés par professionnel et 8 enfants pouvant marcher par professionnel actuellement. Cette harmonisation inquiète car les professionnels jugent irréaliste le nombre de 6 bébés par personne.

« Il m'arrivait de sortir pour pouvoir pleurer »

Kelly Martinez, présidente des éducateurs de jeunes enfants de l'Hérault, est arrêtée depuis deux ans.

Elle est sans doute l'une des mieux placées pour parler de la pénibilité du travail en crèche. Et pas seulement parce qu'elle est, depuis l'an dernier, co-présidente de l'antenne héraultaise de la FNEJE (Fédération nationale des éducateurs de jeunes enfants). Le rêve de Kelly Martinez s'est brisé avec son épaule, il y a deux ans. Une articulation réduite en miettes par les gestes répétitifs, le poids des enfants, à seulement 31 ans... « Les médecins me regardaient en rigolant, me disant : "Mais qu'est-ce que vous pouvez avoir de grave à votre âge ?" Il a fallu deux ans pour que l'un d'eux me prenne au sérieux et m'incite à me faire opérer. » La voix tremble un peu mais il y

a une force libératrice dans sa confession. Kelly aime toujours ce métier, malgré deux ans de rééducation, malgré cette maladie orpheline et douloureuse, l'algodystrophie, qui l'empêche de revenir. Comme ses collègues, elle évoque « l'amour des enfants et la conscience professionnelle », qui lui ont permis de supporter l'effritement irrémédiable de son cadre de travail.

« Nos métiers sont invisibles »

« La pénibilité, c'est de soulever sans cesse les enfants, mais c'est aussi le bruit, les pleurs, les cris. On s'abîme l'audition. Je ne me rendais pas compte que je mettais le son de ma radio à fond dans la voiture en rentrant. On prend énormément sur nous mais il m'est arrivé de sortir pour pleurer avant de reprendre mon poste. » Et de beaucoup tourner, de crè-



Kelly Martinez, éducatrice. K.M.

che en crèche, autour de Montpellier, « pour ne pas me dégoûter du métier quand les conditions se dégradent trop ». Kelly l'assure, c'est l'aspect soudé d'une équipe qui aide à mieux surmonter ces difficultés : « Pouvoir dire à une collègue : "Je n'en peux plus, je te passe le relais", en sachant qu'on est comprise. Mais ce n'est pas facile de dire qu'on a échoué d'une

certaine façon. » À cela s'ajoute le manque de valorisation financière de la profession : « Quand j'ai débuté, je ne gagnais que 80 € de plus qu'une auxiliaire puéricultrice. Même devenue directrice adjointe, avec des astreintes, des réunions, je pleurais en voyant ma feuille de paye. Au moins, on a réussi à obtenir le statut de cadre A pour les bacs + 3. » Car Kelly milite maintenant avec la FNEJE pour sortir les maux de la petite enfance de l'ombre où on les a longtemps confinés. « Est-ce à cause du fait qu'elle renvoie à la sphère intime de la famille ? Est-ce lié au fait que nos métiers sont majoritairement occupés par des femmes ? Mais ils sont souvent invisibles et laissés en retrait malgré nos manifestations pour faire reconnaître le caractère essentiel de cette étape dans la croissance d'un enfant. » Or la nouvelle loi

ASAP (lire ci-contre) menace de diminuer encore les moyens humains : « Moins de mètres carrés par enfants, moins de personnel. Six enfants qui ne marchent pas pour un personnel contre cinq actuellement. À deux pour s'occuper de dix bébés, c'est déjà compliqué, ils ne se rendent pas compte... » Comme d'autres de ses collègues, Kelly pourrait partir en courant vers un horizon plus apaisé. Mais la foi est toujours là, en forme de crève-cœur : « J'ai le statut de travailleur handicapé et on m'a dit que je ne serai jamais plus sur le terrain. Je ne me vois pas directrice, ça me fait peur... Les tendinites à répétition, les problèmes de dos, c'est notre lot à toutes. J'ai une collègue qui a les deux épaules foutues. On est trop jeunes pour être abîmées comme ça. »

R. G.